

# Bulletin épidémiologique Santé animale - alimentation

Avril 2019

## Perceptions et acceptabilité du dispositif de surveillance de la tuberculose bovine dans la faune sauvage (Sylvatub) en France

Julie Rivière <sup>(1)</sup>, Yann Le Strat <sup>(2)</sup>, Pascal Hendrikx <sup>(3)</sup>, Barbara Dufour <sup>(4)</sup>

Auteur correspondant : julie.riviere@vet-alfort.fr

(1) Unité EpiMAI, École Nationale Vétérinaire d'Alfort, Maisons-Alfort, France

(2) Santé Publique France, Saint-Maurice, France

(3) Unité Épidémiologie et appui à la surveillance, Anses, France

### Résumé

En France, le dispositif Sylvatub de surveillance de la tuberculose bovine (TB) dans la faune sauvage a été mis en place en 2011 chez les sangliers, cerfs, chevreuils et blaireaux. Il repose sur des activités de surveillance événementielle et programmée, contraintes par des difficultés pratiques et réglementaires. Pour mieux comprendre les motivations et les contraintes de la participation au dispositif, une étude qualitative par entretiens semi-directifs a été conduite auprès de plusieurs catégories d'acteurs (collecteurs, animateurs locaux, gestionnaires), dans des départements à différents niveaux de risque. Les résultats ont montré que tous les acteurs interrogés considéraient Sylvatub comme utile, et ont permis d'identifier des facteurs de motivation (utilité, soutien au monde agricole, activité de loisirs) ainsi que des contraintes (pratiques, économiques, réglementaires et relationnelles) qui pourraient constituer un frein à leur engagement dans le dispositif. Pour maintenir l'implication des acteurs dans le dispositif, il semble important de renforcer la reconnaissance du travail effectué par les acteurs cynégétiques (chasseurs, piégeurs...), et de développer la communication sur les résultats de la surveillance et entre les catégories d'acteurs (monde agricole et monde cynégétique notamment).

### Mots-clés

Tuberculose bovine, surveillance épidémiologique, évaluation qualitative, enquête sociologique, acceptabilité, faune sauvage, France

### Abstract

**Perceptions and acceptability of the bovine tuberculosis surveillance system for wildlife (Sylvatub) expressed by certain stakeholders in France**

In France, a bTB surveillance system for free-ranging wildlife, the Sylvatub system, was launched in 2011 for wild boars, red deer, roe deer and badgers. It relies on active and passive surveillance activities, and is hindered mainly by practical difficulties and regulatory rules. To better understand the determinants favoring and preventing participation in surveillance, a qualitative sociological study by semi-structured interviews was conducted with three types of stakeholders (collectors, coordinators, and officers) in areas with different levels of bTB infection. The results showed that the Sylvatub system was considered useful by all the stakeholders interviewed, and made it possible to identify motivational factors (utility, support to livestock farmers, leisure activity) and constraints (practical, economic, regulatory and relational) that could hinder the involvement of the stakeholders in the system. To maintain motivation and involvement in this surveillance system, it seems important to reinforce the recognition of the work done by hunters, and to improve communication on the results of surveillance, as well as communication between the categories of stakeholders (agricultural and hunting spheres).

### Keywords

Bovine tuberculosis; *Mycobacterium bovis*; Surveillance; Qualitative evaluation; Sociological survey; Acceptability; Wildlife; France

## Introduction

Le dispositif national de surveillance de la tuberculose bovine (TB) dans la faune sauvage, Sylvatub, a été instauré en 2011 (Note de service DGAL/SDSPA/N2011-8214 du 20 septembre 2011). Il repose sur trois composantes de surveillance, appliquées selon un niveau de risque départemental, trois niveaux ayant été définis (faible, moyen et haut risque): (i) surveillance événementielle par examen de carcasse (EC), effectuée par les chasseurs sur les grands ongulés dans tous les départements de France métropolitaine quel que soit le niveau de risque; (ii) surveillance événementielle des causes de mortalité des animaux sauvages, réalisée par les acteurs du réseau Sagir dans tous les départements quel que soit le niveau de risque, renforcée dans les départements de moyen à haut risque pour les blaireaux, les sangliers et les cerfs; (iii) surveillance programmée (SP) par analyse systématique d'un échantillon de blaireaux (départements à moyen et haut risque) et de sangliers (départements à haut risque).

Des études ont estimé l'efficacité de ce dispositif en fonction des modalités de surveillance, des espèces et des départements (Rivière *et al.*, 2015), à partir de modèles de simulation par arbres de scénarios, qui prennent en compte les prises de décision et les choix effectués par les acteurs (déclaration d'une suspicion, collecte d'un animal mort, etc.). Toutefois, leur comportement et leurs motivations sont difficiles à modéliser et dépendent de nombreux paramètres. Par ailleurs, l'évaluation réalisée à l'aide de la méthode Oasis en 2015 avait souligné une acceptabilité limitée du dispositif (Lhubert *et al.*, 2015).

Il semblait ainsi nécessaire d'investiguer la perception du dispositif Sylvatub par les acteurs du réseau, et leur acceptabilité de celui-ci à travers une approche sociologique. Le dispositif Sylvatub est relativement complexe, car il s'appuie sur de nombreux acteurs

volontaires, certains étant indemnisés, comme les piégeurs, d'autres n'étant pas indemnisés pour des activités conduites dans le cadre d'une activité de loisirs comme les chasseurs. Le caractère pluripartenarial de Sylvatub (reposant sur des chasseurs, piégeurs, lieutenants de louveterie (LL), techniciens de Fédération départementale de chasse (FDC), de services départementaux de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), appelés acteurs cynégétiques, et de directions départementales en charge de la protection des populations (DDecPP)) souligne sa complexité.

## Matériel et méthodes

L'objectif de cette étude était d'investiguer, à l'échelle locale, la perception de la surveillance par les acteurs du dispositif, ainsi que les facteurs de motivation et les freins à leur participation. Pour cela, des entretiens semi-directifs ont été conduits par un stagiaire de l'École nationale des services vétérinaires (ENSV) (Durand, 2015) entre mai et juillet 2015 auprès de tous les types d'acteurs intervenant dans le dispositif, qu'ils interviennent au stade de la collecte d'animaux sauvages ou de l'animation locale. Afin de prendre en compte le niveau de risque, qui peut influencer l'implication des acteurs en raison de la présence ou non de cas de TB et de sa prévalence, l'étude a été conduite dans plusieurs types de départements: un département de faible risque (FR), un département de risque moyen (MR) et deux départements de haut risque (HR – HR1 et HR2). Le nombre d'entretiens a été déterminé selon la diversité des situations sur le terrain (acteurs, niveau de risque, composante de surveillance), en cherchant à atteindre la saturation théorique (le nombre d'entretiens idéal étant considéré comme atteint dès lors qu'un nouvel entretien n'apporte pas de nouvelle information). Cinq thématiques ont été abordées lors des entretiens: la description

**Tableau 1. Caractéristiques des acteurs interrogés (n=20) dans chaque département**

|                                      | Chasseur | Piégeur | FDC | LL | ONCFS | DDecPP | Autre                       |
|--------------------------------------|----------|---------|-----|----|-------|--------|-----------------------------|
| Département de faible risque (FR)    |          |         |     |    |       |        |                             |
| Acteur 1                             | X        |         | X   |    |       |        |                             |
| Acteur 2                             | X        | X       |     |    |       |        |                             |
| Département de moyen risque (MR)     |          |         |     |    |       |        |                             |
| Acteur 3                             |          |         |     |    | X     |        |                             |
| Acteur 4                             | X        |         | X   |    |       |        |                             |
| Acteur 5                             |          |         |     |    |       | X      |                             |
| Département à haut risque n°1 (HR1)  |          |         |     |    |       |        |                             |
| Acteur 6                             | X        |         |     | X  |       |        |                             |
| Acteur 7                             |          |         |     |    |       |        | FDGON*                      |
| Acteur 8                             | X        | X       |     |    |       |        |                             |
| Acteur 9                             | X        | X       |     |    |       |        |                             |
| Acteur 10                            | X        |         | X   |    |       |        |                             |
| Acteur 11                            |          |         |     |    |       | X      |                             |
| Acteur 12                            |          |         |     |    | X     |        |                             |
| Département de haut risque n°2 (HR2) |          |         |     |    |       |        |                             |
| Acteur 13                            |          | X       |     |    |       |        | membre association piégeurs |
| Acteur 14                            | X        |         | X   |    |       |        |                             |
| Acteur 15                            | X        |         |     | X  |       |        |                             |
| Acteur 16                            | X        | X       |     | X  |       |        |                             |
| Acteur 17                            | X        |         |     |    |       |        | membre société de chasse    |
| Acteur 18                            | X        | X       |     | X  |       |        |                             |
| Acteur 19                            | X        |         |     |    |       |        |                             |
| Acteur 20                            |          |         |     |    |       | X      |                             |

\* Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles (FDGON)

des activités de la personne interrogée dans le dispositif Sylvatub, le contexte local, les freins et les motivations de participation au dispositif, les relations avec les autres acteurs et le ressenti sur l'intérêt et l'utilité du dispositif. L'analyse des entretiens a consisté en une retranscription des enregistrements et une analyse du contenu manifeste (exprimé) par thématique, en fonction des catégories d'acteurs. N'ont été retenus pour présentation dans cet article que les éléments cités par plusieurs acteurs, regroupés en trois thématiques (contexte de création du réseau d'acteurs spécifique du dispositif Sylvatub, déterminants de la participation à Sylvatub, contraintes de fonctionnement et de participation).

## Résultats

Au total, 20 entretiens ont été réalisés dans quatre départements. Certains acteurs avaient plusieurs rôles, par exemple chasseur et piégeur, ou chasseur et technicien de FDC (Tableau 1). Certains acteurs étaient également éleveurs : cette activité n'était pas prise en compte comme critère de recrutement des personnes interrogées, mais a été indiquée dans les résultats car pouvant influencer leurs perceptions des acteurs. Un responsable de Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles (FDGDON) a également été interrogé dans le département HR1. Trois personnes ont refusé de participer par manque de temps. Chaque entretien durait entre deux et trois heures. Afin de respecter l'anonymat des personnes enquêtées, seuls les rôles des acteurs et le niveau de risque ont été indiqués pour les citations.

### *Un réseau d'acteurs récemment créé, reposant en partie sur du bénévolat*

#### **Des acteurs volontaires, peu sensibilisés au sanitaire**

Dans la plupart des départements, les animateurs considèrent que les chasseurs assurent une bonne détection des carcasses suspectes. Toutefois, la déclaration des suspicions n'est pas systématique et dépend de divers facteurs, comme le temps disponible, la présence de cas de TB dans la zone, et de la volonté de l'acteur, même si le « doute » et la « peur » ont souvent été mentionnés comme raisons à la déclaration : « Même sans faire la formation, les chasseurs ne consomment pas les carcasses avec lésions : dans le doute, selon les personnes, certains vont les jeter, d'autres vont les faire analyser. Le fait de faire analyser une carcasse douteuse c'est plus une question de volonté et de temps libre qu'une question de coût d'analyse » (Éleveur, chasseur, piégeur HR1). Par ailleurs, Sylvatub s'appuie sur des acteurs initialement peu sensibilisés au sanitaire et à la TB. Des formations ont été proposées, mais le manque de connaissances a été exprimé par plusieurs acteurs, même dans les zones de HR, certains précisant la méconnaissance du rôle des espèces sauvages dans le cycle de la TB : « La TB c'est une maladie mais ça s'arrête là, ça ne me parle pas. On est loin d'être des spécialistes » (LL HR2).

#### **Un réseau d'acteurs récent**

Le dispositif a été mis en place récemment en 2011, et s'appuie sur des acteurs qui auparavant ne travaillaient pas ensemble, ce qui a nécessité que chaque acteur mette en place des relations avec les autres, alors qu'il existait déjà une tension entre certaines catégories. En effet, la TB est perçue comme une source d'inquiétude par les éleveurs, mais également par les acteurs cynégétiques participant au dispositif Sylvatub (chasseurs notamment), qui s'accusent parfois mutuellement d'être à l'origine du problème : « Quand on a commencé à rechercher la TB sur les sangliers, tout le monde a pensé que ça voulait dire que les sangliers avaient la TB. C'est difficile de rassurer les gens après, ça crée une sorte de psychose » (Éleveur, chasseur, piégeur HR1). Par ailleurs, les acteurs cynégétiques n'avaient jusqu'alors que peu de contacts avec la DDecPP, qui est souvent considérée comme une autorité administrative synonyme de contraintes, ce qui complique l'intégration opérationnelle des agents au dispositif : « On a une

mauvaise image : on est dans l'administration donc on contrôle, on ne connaît pas le milieu etc. On part avec un handicap » (DDPP HR2).

#### **Un dispositif perçu comme utile**

La plupart des acteurs enquêtés considèrent le dispositif Sylvatub comme utile : « Je pense que Sylvatub est nécessaire et que c'est un bon outil » (FDC FR) ; « Sylvatub permet de travailler sur une base plus scientifique, d'avoir un travail un peu plus structuré et parlant » (DDPP HR1).

### *Les déterminants de la participation des acteurs cynégétiques*

#### **Un sentiment d'utilité et de nécessité vis-à-vis du monde agricole**

La sensibilisation des acteurs est dépendante du contexte local vis-à-vis de la TB. En zone infectée, la gestion de la TB dans la faune sauvage semble indispensable, même si non suffisante, à la lutte contre la TB en élevage bovin : « Je le fais par solidarité avec les agriculteurs que je connais » (Chasseur, Piégeur HR1).

#### **Une surveillance au service de la science**

Plusieurs acteurs ont souligné l'importance de mieux comprendre le rôle des espèces sauvages dans le cycle épidémiologique de la TB comme facteur de motivation : « On s'est dit qu'il fallait savoir, et pour savoir il faut chercher, et donc il faut attraper des blaireaux » (FDC HR2) ; « Pour le petit et le grand gibier, les gens savent qu'on peut faire des analyses, il y a une volonté de savoir le pourquoi du comment » (FDC MR).

#### **Une pratique de loisirs**

Le dispositif s'appuie en partie sur des acteurs bénévoles, qui pratiquent la chasse ou le piégeage comme une activité de loisir. Les contraintes ne doivent donc pas être trop importantes pour ne pas conduire à leur démobilitation : « Je pense que pour la majorité c'est [le principal facteur motivationnel] la passion » (FDGDON HR1) ; « On leur demande beaucoup de choses et ils [les chasseurs] finissent par être un peu découragés. Il ne faut pas oublier que la chasse est un loisir pour eux au départ et pas une contrainte » (FDC HR1).

#### **L'indemnisation, synonyme de reconnaissance**

L'aspect financier n'est pas perçu comme un facteur de motivation prioritaire, mais l'indemnisation de l'activité de piégeage est perçue comme une forme de reconnaissance du travail fourni par les piégeurs et semble importante pour maintenir leur motivation : « Les indemnisations sont minimales si on fait le tour de tous les frais que ça occasionne (mécanique, voiture, pneus, carburant, temps passé) mais on fait ça parce que les gens sont motivés, et par rapport aux éleveurs aussi. Les gens ne le font pas pour l'argent, mais ça les reconforte qu'on tienne compte de leur effort et qu'on les récompense un peu » (LL HR1). Certains acteurs proposent aussi de remplacer l'indemnisation par un geste plus concret, en fournissant une reconnaissance sous forme de matériel par exemple : « Pourquoi on ne donnerait pas des collets à ceux qui attrapent des blaireaux, plutôt qu'une gratification financière. Nous on avait déterminé un nombre de dix collets par piégeur, des fois on leur en mettait seulement trois ou quatre, y a même des fois où des piégeurs achètent des pièges » (Association piégeurs HR2).

#### **Une implication fortement dépendante du contexte local**

La situation locale vis-à-vis de la TB est un facteur influençant fortement l'acceptabilité du dispositif, sur laquelle il est toutefois difficile d'agir concrètement. Ainsi, dans les départements de FR, la difficulté principale de la sensibilisation et du maintien de la vigilance des chasseurs semble être l'absence de cas, ce qui souligne le facteur d'utilité comme déterminant pour la participation au dispositif. Par ailleurs, la peur des conséquences en cas de détection de l'infection semble importante dans ces départements de FR : « On a un problème particulier dans ce département, c'est que justement il n'y a pas de

problème [sanitaire et de TB], donc les chasseurs sont moins enclins à déclarer s'ils voient quelque chose, par peur des conséquences. Je pense que les chasseurs ont peur qu'on leur impose des contraintes s'ils trouvent quelque chose sur un sanglier. Dans les zones touchées, les chasseurs sont sensibilisés, c'est différent » (FDC FR).

### Les contraintes de fonctionnement et de participation

#### Des contraintes pratiques, économiques et matérielles

Un manque de moyens a été cité par certains acteurs du réseau Sagir, notamment en termes de véhicules pour la collecte des animaux trouvés morts: « Les moyens c'est délicat. On a une voiture pour deux ou trois personnes, donc en monopoliser une pour aller chercher un blaireau mort ce n'est pas toujours possible » (ONCFS HR1); « Le matériel ça fonctionne un peu au compte-goutte, il y a des périodes où on manque parfois de matériel. Par exemple au début on m'a donné deux ou trois pièges mais moi quand je vais piéger j'en place une dizaine, plus on place de collets et plus on a de chance d'en attraper » (Éleveur, chasseur, piégeur HR2).

#### La surveillance programmée des blaireaux, une activité chronophage

La charge de travail inhérente au piégeage (1 à 2h tous les matins pour le relevé des pièges) a été mentionnée par la plupart des piégeurs, avec parfois un sentiment d'échec, le taux de réussite étant faible et constituant un facteur de découragement: « Quand les piégeurs n'attrapent rien, ils se démotivent au bout d'un moment. On peut le comprendre ça prend du temps » (LL HR2). Ces contraintes conduisent à des difficultés de mobilisation des piégeurs et façonnent ainsi leur population, constituée en conséquence d'une majorité de retraités: « C'est presque que des retraités qui piègent car c'est les seuls qui ont le temps. Le gars qui travaille, il piège juste un peu comme ça le week-end. Le matin son premier travail c'est de se lever et de partir au boulot, donc aller voir les pièges avant de partir au travail c'est trop long » (Chasseur HR1).

#### Des contraintes réglementaires

Plusieurs acteurs ont mentionné que les évolutions réglementaires (parution de nouveaux textes réglementaires, en lien avec Sylvatub ou avec la gestion d'animaux sauvages) pouvaient être contraignantes pour leurs activités: « C'est un empiement de compétences. Il y a plus de prérogatives, et si vous voulez être compétent il faut pouvoir les suivre et se mettre à jour. C'est un peu crispant, moi ça me bouffe, il faut chaque fois se remettre en question » (ONCFS HR1).

#### Des contraintes relationnelles

Des contraintes relationnelles ont été mentionnées, parfois par des acteurs d'une même catégorie: « Si demain il faut faire du piégeage de blaireaux dans notre département, ça sera difficile parce qu'il y a deux sociétés de piégeurs qui se bouffent le nez et c'est un grand problème, notamment pour la FDC: quand les associations de piégeurs font des réunions, personne ne veut y aller parce qu'on sait qu'on aura des emmerdes derrière et que notre action va être interprétée » (FDC FR); ou entre catégories d'acteurs, notamment entre chasseurs et piégeurs: « C'est deux postures différentes la chasse et le piégeage. Il y a des chasseurs qui voient les piégeurs comme des concurrents. Ça va jusqu'à être parfois chaud dans des communes, alors que tout le monde a le même but au final » (FDGDON HR1); « Je suis chasseur mais je connais très mal le monde du piégeage. [...] Le milieu des piégeurs et la FDC ne travaillent pas trop ensemble, hélas » (FDC FR). Ces aspects relationnels peuvent influencer le fonctionnement local du dispositif et l'organisation pratique de la surveillance. Par ailleurs, les éleveurs attendent une participation active des acteurs cynégétiques, mais méconnaissent parfois leurs missions et contraintes: « Certains éleveurs pensent qu'on a le droit de piéger le Blaireau n'importe comment, mais qu'on ne piège pas parce qu'on n'a pas envie, ils ne sont pas forcément bien informés sur le fait qu'on n'a pas le droit. Les

gens n'ont pas conscience que quand il faut qu'on piège on intervient sur une demande de l'administration » (LL HR2).

#### L'animation, une activité indispensable mais chronophage

Plusieurs LL ont mentionné la lourdeur de la tâche d'animation des piégeurs et du cadre réglementaire complexe: « Ça devient un travail à temps plein du matin ou soir pendant quelques mois, ça devient un peu lourd. J'ai parfois du mal à tout faire » (LL HR2). La charge d'animation est également ressentie par les techniciens des DDecPP dans les départements de HR notamment: « Je n'ai pas que Sylvatub, c'est venu se greffer. Si on met notre doigt là-dedans, c'est beaucoup de boulot, mais le boulot ce n'est pas l'administratif en lui-même c'est la présence sur le terrain; il y a vraiment une dimension humaine » (DDPP HR1).

## Discussion

L'évaluation d'un dispositif comme Sylvatub est nécessaire, car la persistance d'animaux sauvages infectés peut nuire à l'éradication de la TB en élevage bovin, comme cela a été observé dans certains pays (Gortazar *et al.*, 2012). Dans ce cadre, la prise en compte de facteurs comportementaux et psychosociaux est importante, notamment pour comprendre les déterminants de la (non) déclaration de suspicions et l'acceptabilité des mesures de surveillance, déterminant leur durabilité. Pour cela, la méthode d'investigation par entretiens semi-directifs a été choisie car elle est flexible, autorise une importante liberté de réponse et permet de guider la discussion autour de thèmes préalablement définis (Becker, 2002) (dans notre étude, ces thèmes ont été définis suite à un premier entretien exploratoire avec l'animateur national du dispositif, la vétérinaire de la FNC en charge des dossiers sanitaires et le coordonnateur régional TB pour la région Occitanie et Pyrénées-Atlantiques/Landes).

Le nombre prévisionnel d'entretiens n'a pas été atteint, mais cela a *a priori* peu d'impact sur la qualité des résultats. En effet, l'analyse étant qualitative, le nombre d'entretiens dépend de la diversité des personnes et des situations investiguées (Guest *et al.*, 2006). Certaines personnes avaient par ailleurs plusieurs compétences, ce qui a permis d'aborder plusieurs thématiques au cours d'un même entretien et donc d'en réduire le nombre. Les départements de chaque niveau de risque ont été choisis en fonction de contraintes pratiques, et n'avaient pas connu de changement de niveau de risque depuis la mise en place du dispositif Sylvatub. Or, la motivation des acteurs est susceptible d'évoluer dans le temps, notamment au regard de l'évolution du niveau de risque: il pourrait être intéressant de prendre en compte l'influence de facteurs temporels dans une future étude.

L'étude sociologique du réseau d'acteurs a permis de mettre en évidence des éléments importants à prendre en compte pour le maintien de leur motivation et permettant d'émettre des recommandations pratiques pour assurer la durabilité du dispositif:

- Le dispositif semble être perçu comme **utile**, voire comme nécessaire, par la majorité des acteurs. Les attentes semblent globalement bien perçues et comprises. Des réunions régulières avec les acteurs impliqués dans la surveillance aux échelles locale, régionale, nationale doivent être maintenues pour identifier des évolutions dans leurs perceptions et attentes.
- De nombreuses **contraintes** pratiques et réglementaires ont été mentionnées, en partie compensées par le sentiment d'utilité. Toutefois, ces contraintes peuvent démobiliser les acteurs si leurs efforts ne sont pas suffisamment reconnus, ou si elles deviennent supérieures aux bénéfices perçus de la surveillance, notamment dans le cas où ces acteurs volontaires peuvent continuer à exercer leur activité de chasse en dehors du dispositif Sylvatub.
- Ainsi, une **reconnaissance** du travail effectué par les acteurs est essentielle à maintenir et développer, sous forme d'une indemnisation, d'un renforcement de la communication sur les

résultats de la surveillance et/ou sur leur implication dans celle-ci auprès des éleveurs et du grand public par exemple: « Pour les piégeurs c'est important qu'on informe les éleveurs de leur travail, le volume de piégeage que ça représente, le nombre de personnes qui y ont participé, les kilomètres parcourus ça en jette aussi. Ça jouerait sur la fidélité des piégeurs et leur motivation » (FDGDON HR1). Les acteurs cynégétiques sont demandeurs de réunions d'informations locales et de l'amélioration de la diffusion du bulletin Sylvatub (méconnu par la plupart des acteurs locaux): « Je reçois tous les résultats de labo mais j'aimerais bien avoir des retours sur ce qui se passe dans les autres départements. Avoir des informations Sylvatub dans les autres départements, c'est difficile » (FDC FR); « J'ai senti un manque de communication sur les résultats. Pour que les choses marchent bien, c'est du contact verbal, c'est appeler, on vous remercie, etc. Ils ne veulent pas des félicitations mais de l'information » (FDC MR). Si cette reconnaissance était insuffisante pour maintenir l'implication des acteurs sur le long terme, il pourrait être envisagé, par exemple, de recruter des piégeurs professionnels.

- Les acteurs cynégétiques attendent une plus forte **implication de la population agricole**, notamment pour la surveillance des blaireaux au sein de leur propre élevage, ce qui économiserait du temps de déplacement pour les piégeurs. Ce manque d'implication est parfois interprété comme une peur des conséquences: « C'est vrai que si on trouve un blaireau positif, les éleveurs auront des contrôles. C'est un problème et une contrainte ce contrôle de troupeau, ça leur fait peur, et c'est peut-être pour ça qu'ils ne veulent pas nous dire s'ils voient des blaireaux » (LL HR1).
- L'**animation locale** par les LL, les FDC et les DDecPP est une activité chronophage mais essentielle pour assurer l'implication et la motivation des acteurs à termes. Le bon fonctionnement du réseau et la bonne entente relationnelle entre catégories d'acteurs sont ainsi fondamentaux pour l'efficacité de la surveillance. Cela est notamment le cas pour l'animation de l'activité de piégeage dans les départements de HR, et pour l'activité d'examen de carcasse dans les départements de FR, où les acteurs peuvent être moins sensibilisés à la problématique tuberculose: « J'ai un rôle explicatif: mon rôle est d'expliquer aux chasseurs qu'il est important de bien faire l'examen initial et d'être réactif. Le souci c'est de faire comprendre qu'il faut qu'ils parlent des problèmes qu'ils rencontrent sur l'examen de la venaison, ça ne doit pas être une source d'emmerdes pour eux, plutôt un apport positif » (FDC FR). En effet, la situation locale vis-à-vis de la TB est un facteur influençant fortement l'acceptabilité du dispositif, comme l'illustrent ces deux citations d'acteurs issus

de départements de différents niveaux de risque, facteur sur lequel il est toutefois difficile d'agir concrètement: « Le problème c'est le maintien de la motivation et de la vigilance; le problème c'est que pour l'instant il n'y a pas de répercussion dans le département » (FDC FR); « Dans cette zone on est tout proche d'un éleveur concerné par la tub, donc les gens sont sensibilisés » (LL HR2).

Enfin, certains acteurs ont fait part d'une inquiétude quant à l'avenir de la surveillance et de la lutte contre la TB, dans la faune sauvage et de manière générale: « C'est une population bénévole, vieillissante, la relève n'est pas forcément là avec ce que la société actuelle nous offre en termes de loisirs. Certains disent que la TB on en a encore jusqu'en 2035 mais je ne sais pas qui restera dans les rangs à ce moment-là; c'est long comme échéance » (DDPP HR2).

## Remerciements

Les auteurs remercient tous les acteurs ayant accepté de participer à cette étude (chasseurs, techniciens de FDC, piégeurs, lieutenants de louveterie, agents de l'ONCFS et des DDecPP), ainsi qu'Eric Durand, qui a effectué la collecte des informations qualitatives sur le terrain.

## Références bibliographiques

- Becker, H.S., 2002. « Les ficelles du métier: comment conduire sa recherche en sciences sociales. » Ed. Repères. La Découverte, 360 p.
- Durand, E., 2015. « Analyse du réseau des acteurs du dispositif Sylvatub dans quatre départements du Sud-Ouest » Mémoire PAGERS (Master Politiques Publiques et Gouvernements Comparés, parcours « Politique de l'Alimentation et Gestion des Risques Sanitaires »), ENSV, 60 p.
- Gortazar, C., Delahay, R.J., McDonald, R.A., Boadella, M., Wilson, G.J., Gavier-Widen, D., Acevedo, P., 2012. « The status of tuberculosis in European wild mammals. » *Mamm. Rev.* 42(3): 193–206.
- Guest, G., Bunce, A., Johnson, L., 2006. « How many interviews are enough? An experiment with data saturation and variability. » *Field Methods.* 18, 59–82.
- Lhubert, M., Réveillaud, E., Cavalerie, L., Hendriks, P., Rivière, J., 2015. « Evaluation du dispositif de surveillance de la tuberculose bovine dans la faune sauvage en France à l'aide de la méthode Oasis « Flash » et recommandations. » *Epidemiol. et santé anim.* 68, 105–119.
- Note de service DGAL/SDSPA/N2011-8214 du 20 septembre 2011 relative à la surveillance épidémiologique de la tuberculose dans la faune sauvage en France: réseau Sylvatub. 39 p.
- Rivière, J., Le Strat, Y., Dufour, B., Hendriks, P., 2015. « Sensitivity of bovine tuberculosis surveillance in wildlife in France: a scenario tree approach. » *PLoS ONE* 10(10); e0141884. doi:10.1371/journal.pone.0141884.